

Le financement participatif

6^{ème} congrès de l'ordre National des experts comptables

Oran , le 30 janvier 2020.

Définitions

Le financement participatif ou « financement par la foule » ou « Crowdfunding », se caractérise par l'utilisation de l'internet comme moyen de collecte de fonds auprès d'un grand nombre d'épargnants, afin de financer des projets.

Trois acteurs principaux :

I/ Les porteurs de projets : ce sont les acteurs en demande de financement pour leurs projets.

II/Les plateformes: jouent le rôle d'intermédiaires entre les porteurs de projets et les investisseurs.

Missions

- recevoir le projet et l'étudier.
- conseiller le porteur de projet et l'aider dans le choix des contreparties.
- mettre le projet en ligne.
- recevoir les dons et les encaisser.

III/ Les investisseurs :

- Contribuer au financement du projet.
- Sensibiliser son entourage sur le projet qu'il soutient, pour pouvoir atteindre l'objectif de financement le plus rapidement possible.

Deux grands principes de collecte:

I/LA COLLECTE AON (All Or Nothing)

Libérer les fonds que si l'objectif fixé par les porteurs de projets est atteint dans les délais impartis à la collecte des fonds.

II/LA COLLECTE KIA (Keep It All)

Libérer les sommes collectées indépendamment de l'objectif fixé initialement.

Financement participatif et législation en Algérie.

Cas de la plateforme « CHRIKY »:

Lancée par un groupe de jeunes diplômés en finances, en informatique et en audit, le site s'adresse aux porteurs de projets en quête de capitaux pour la création d'entreprises (Chriky.com 2014)

▪

- La rémunération de la plateforme varie entre 5% et 8%.
- En cas d'échec de la collecte de fonds, aucune commission n'est appliquée.
- Possibilité de retirer de son site tout projet:
 - ❑ contenant des informations incomplètes ou erronées;
 - ❑ présentant un faible potentiel de croissance;
 - ❑ dégageant un faible bénéfice;
 - ❑ ou jugé inadéquat.

Etat des lieux :

- Activité nouvelle et innovante.
- Embryonnaire
- Absence de cadre juridique encadrant les activités du financement participatif.
- Les opérations de financement participatif sont en conflit avec les monopoles prévus par la loi bancaire (Ordonnance N° 03-11 DU 26 Août 2003 relative à la monnaie et au crédit).

- La réception des fonds et les opérations de crédit
- Le financement participatif peut être assimilé à un appel public à l'épargne dont le cadre réglementaire le régissant est fixé par l'autorité du marché financier.
- Obligations pour le porteur de projet d'élaborer une notice d'information et autres obligations d'informations périodiques.

- Protection des investisseurs.
- Contraintes liées à la réglementation du change et celle de lutte contre le blanchiment d'argent

- La plateforme est assimilée à un intermédiaire financier.
- Elle offre des valeurs mobilières au public en ayant recours à la publicité ou qui procède à une exécution d'ordre pour compte de tiers ou encore qui recherche des investisseurs pour le compte d'un entrepreneur.
- pourrait être intégrée sur la liste des intermédiaires soumis au contrôle de la COSOB

Pistes de réflexion

Adaptation du cadre législatif et réglementaire en vigueur, par rapport aux principes de financement participatif, notamment:

- *Appel public à l'épargne,*
- *Crédit et le monopole bancaire,*
- *Collecte de dons,*
- *Les services de paiement,*
- *Contrôle des changes.*

Le cadre réglementaire pourrait notamment :

- Autoriser les particuliers à consentir un prêt rémunéré à une PME, associations... ;
- Fixer un nombre minimal de participants pour un même projet ;
- Préciser le montant du plafond de prêt pour chaque participant pour un projet donné ainsi que le plafond global du crédit octroyé.

- la COSOB et la Banque d'Algérie peuvent instituer les conditions d'accès ainsi que les règles de bonne conduite dans ce domaine.
- Accorder des avantages fiscaux au titre des premières années du lancement de ce mode de financement afin d'inciter le recours à ce type de financement.

- Maîtriser le cadre technique des plateformes en organisant des formations pour les intervenants .
- Créer un statut pour les plateformes et imposer un agrément pour l'exercice de l'activité.
- Interdire aux plateformes de faire du conseil pour limiter les conflits d'intérêt.

- Instaurer des paliers pour les due diligences pour offrir une information de qualité aux investisseurs.
- Créer un label permettant d'identifier clairement les plateformes agréées.